Question de privilège

Des voix: Règlement!

M. Arseneault: C'est toi qui as commencé, Harvie.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Je ne l'accepterai jamais.

M. le Président: Nous passons à l'ordre du jour.

M. Andre: Monsieur le Président, j'exige. . .

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Sus à la présidence.

M. le Président: Je demande au leader parlementaire de m'écouter. Je veux qu'il se ressaisisse.

M. Andre: Je me maîtrise parfaitement bien.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Je soulève la question de privilège, monsieur le Président.

M. le Président: Je veux que le leader à la Chambre sache que je vais traiter cette question à ma manière et que j'en reparlerai à la Chambre, s'il y a lieu. Entre-temps, je passe à l'ordre du jour. Le leader à la Chambre a la parole.

M. Andre: Le ministre de l'Environnement a été calomnié à la Chambre. . .

M. le Président: Je passe à l'ordre du jour. Je m'occuperai de cette affaire.

Le ministre a la parole.

[Français]

L'hon. Lucien Bouchard (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je voudrais d'abord clarifier le fond de ce débat, pour en venir à rectifier quelque chose d'inacceptable. Le fond du débat, c'est que les propos qui ont été rapportés dans les journaux en fin de semaine et qui m'étaient imputés sont tous exacts. Et si on me demande de les répéter ici ou ailleurs, je le ferai volontiers, car ils procèdent d'une profonde indignation qui est partagée par tous les Québécois devant l'attitude de M. Wells, le premier ministre de Terre-Neuve, qui a fait en sorte que sa législature a déchiré une page des décisions qui ont été prises par sa propre législature, qu'il a répudié la signature de son prédécesseur. Je n'accepterai pas qu'on fasse sentir le Québec coupable de vouloir faire maintenir l'Accord du lac Meech, alors que l'Accord a été approuvé par cette Chambre.

Alors que tous ceux qui sont debout, qui feignent l'indignation, monsieur le Président, sont des gens dont je ne qualifierai pas le comportement. Je serai poli, ce que n'a pas été le député tout à l'heure. Je ne veux pas lui imputer des sentiments et des attitudes que je réproouve. Et là-dessus, je vous confie mon honneur, monsieur le Président, en vous demandant de rétablir la vérité. Mais je voudrais être certain qu'on ne puisse jamais dire de moi que je suis ce qui a été dit ici tout à l'heure.

Des voix: Bravo! Bravo!

[Traduction]

M. Tobin: Monsieur le Président. . .

M. Blais: Excusez-vous d'abord.

Mme Maheu: Un instant!

M. le Président: Le député a la parole.

M. Tobin: Monsieur le Président, étant donné que le ministre de l'Environnement a catégoriquement pris position en disant qu'il ne retire pas les paroles qu'il a prononcées l'autre jour et qu'il est prêt à les répéter, je retire l'accusation que j'ai portée contre le ministre en le traitant de pleutre.

Il n'est certes pas un pleutre, mais il nous a carrément avoué qu'il n'était pas fait pour assumer une charge à l'échelon national.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, j'ai été élu député de la circonscription de Lac-Saint-Jean. Pour ceux qui ne savent pas où cela se trouve, c'est au Québec. J'ai été envoyé ici avec les autres députés fédéraux du Québec pour représenter les intérêts de cette province auprès du gouvernement national.

Nous l'avons fait en croyant que l'Accord du lac Meech serait ratifié et adopté. Nous l'avons fait parce que nous croyions que les Canadiens honoreraient la décision des premiers ministres provinciaux qui ont signé cet accord en juin, il y a deux ans.

Je me considère donc parfaitement en mesure d'assumer des responsabilités à l'échelon national et d'être en même temps Québécois.

M. le Président: Le député a retiré les termes offensants, mais a utilisé d'autres mots qui ne sont pas nécessairement parlementaires. Je passe à l'ordre du jour.